

PLAN RÉUSSITE EN LICENCE (et MASTER)

ACTION « Débats&Méthodes »

MERCREDI de la GÉOGRAPHIE
du 02 février 2011

ARGENTINE, DES ESPACES
RURAUX EN PROFONDE
MUTATION

Séance animée par **Marcelo E. Sili**,
Chercheur CONICET (équivalent argentin du CNRS),
Professeur à l'Universidad Nacional del Sur (Bahía Blanca, Argentine)



<http://www.tropheesdutourismeresponsable.com/nomines-projet-HDDB467f95b8346e6.html>,
consulté le 04.04.2011.

Le territoire argentin a subi des processus de transformation très dynamiques au cours du siècle dernier, et ce toujours en relation avec l'évolution de l'insertion internationale de l'Argentine.

I. Historique du développement rural

On distingue trois périodes différentes dans le développement rural du pays. A partir de la moitié du 19^{ème} siècle et jusqu'aux années 1930-1940, période qui correspond à une conquête de l'Europe vers l'Amérique Latine, on assiste à un phénomène de concentration de la terre avec la formation d'« estancias » ou de « latifundios ». A cette époque l'Etat argentin donne des terres aux grandes familles qui financent la guerre contre les indiens. L'élevage et les cultures ainsi développés sont orientés vers l'exportation. L'Argentine produit principalement de la viande bovine, du blé, du tournesol, du maïs, et exporte vers l'Angleterre, la France, l'Italie, l'Allemagne, etc. devenant ainsi un pays agroexportateur. Conséquence de la politique menée par l'Etat à cette époque, les indiens nomades sont poussés dans les terres marginales du pays. Or les immigrants français, anglais ou allemands sont déjà nombreux à investir dans les terres argentines et l'on atteint rapidement une situation de saturation de la terre qui ne peut plus accueillir les nouveaux immigrants. Les paysans qui n'ont plus de terre sont alors contraints de se rapprocher des villes pour travailler dans les exploitations périphériques, voire s'installent en ville. Ce phénomène participe alors de la construction de la structure urbaine en Argentine.

Des années 1930 aux années 1970 s'opère un processus de redistribution de la terre et de construction de la ruralité. Contrairement à la période précédente, l'Etat intervient beaucoup plus dans l'économie et dans l'agriculture. Cela traduit une volonté d'industrialiser le pays pour ne pas dépendre des importations ; il s'agit de la mise en place du processus de substitution aux importations. En effet l'Argentine doit alors fabriquer ses outils, ses équipements, pour ne plus dépendre des importations et envisager un développement autonome. Or ce processus nécessite beaucoup d'ouvriers qui arrivent donc de tout le pays vers les zones plus industrialisées pour soutenir l'économie. Le développement d'une industrie de biens de consommation se fait donc en parallèle d'un processus de concentration urbaine très important.

L'Etat met en place un processus de réforme agraire : il rachète la terre et la divise en petites exploitations agricoles qu'il rend aux anciens ouvriers agricoles immigrants. Il y a donc création de petits villages un peu partout dans le monde agricole et reconstruction de la ruralité.

A partir des années 1970 l'Etat se désengage et ce sont les marchés qui prennent en charge le développement et son organisation. Un nouveau processus d'organisation territoriale se met en place avec une nouvelle phase de concentration de la terre : les petits producteurs abandonnent leurs exploitations, ne survivant pas à la concurrence des grandes exploitations. La terre est finalement contrôlée par les grosses entreprises internationales, et l'essor des technologies entraîne un nouveau développement des exportations.

Cette nouvelle concentration de la terre engendre une détérioration de la ruralité. Les petits villages sont abandonnés et l'exode rural vient alimenter la croissance urbaine dans des villes qui connaissent déjà de graves problèmes sociaux et qui ne sont pas capables d'accueillir plus de population.

Cette dernière évolution depuis les années 1970 est clairement liée au contexte international, comme l'avaient été les évolutions précédentes.

II. Contexte général en Argentine

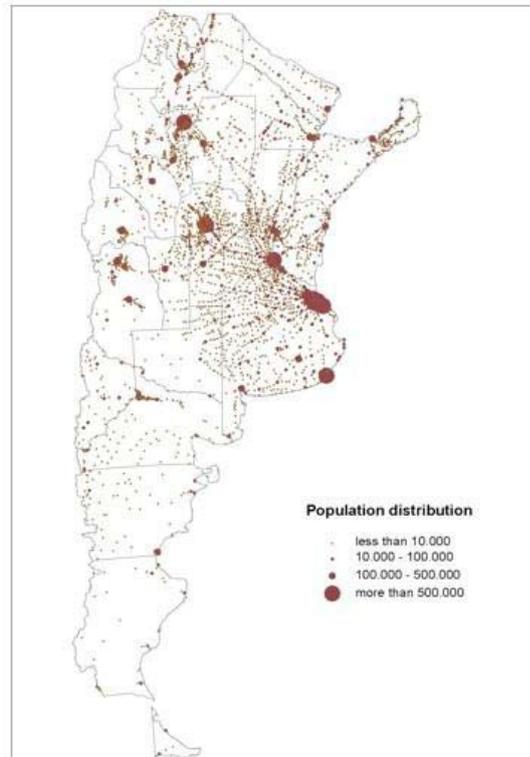
Située au sud est de l'Amérique du Sud, l'Argentine fait partie du Mercosur avec le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay (ainsi que la Bolivie et la Colombie qui sont des pays associés). Avec ses 2 770 000 km², le pays possède des régions très différentes, on en distingue ici 5 principales. La région de la Pampa est la plus riche et la plus développée, c'est une grande région agricole. Au sud la Patagonie, région relativement homogène malgré les différences entre l'intérieur des terres et les côtes, est caractérisée par la présence de grandes étendues de terres sauvages. Dans la région de Cuyo, à l'ouest, l'activité principale est la vitiviniculture. Au nord ouest, région appelée NOA, 1^{ère} région colonisée par les espagnols, reste très marqué par l'influence hispanique. Et enfin au nord est, dans le NEA, la forêt tropicale est prépondérante, on y trouve encore beaucoup de petites exploitations comme au Brésil et dans les pays subtropicaux. Selon la structure administrative du pays, l'Argentine est une fédération avec un président de la nation, découpée en 23 provinces relativement autonomes et administrées par des gouverneurs. A l'intérieur de ces provinces le territoire est constitué de 2600 municipalités.



Le pays comporte 38 millions d'habitants dont 80% vivent en ville (officiellement, il est considéré comme ville, toute commune de plus de 2000 habitants). Les principaux centres urbains se concentrent le long du Rio de la Plata (Buenos Aires, La Plata, Rosario, Santa Fé). Les villes de Cordoba, Mendoza, Tucuman ou Salta, dispersées dans la moitié nord du pays, viennent compléter la liste des grandes métropoles argentines.

L'Argentine a une densité moyenne de 13 hab/km² mais avec de grandes disparités régionales. On note par exemple que 12 millions d'habitants résident dans des localités de moins de 50 000 habitants. Globalement la population se répartit le long des anciens axes ferroviaires. En effet, lors de la construction du réseau ferré, les locomotives devant être ravitaillées en eau tous les 20 km, de nombreuses gares se sont formées le long de ces axes

ferroviaires. Si le réseau ferré est aujourd'hui abandonné, notamment suite à la privatisation des services ferroviaires, la disposition des villes et villages sur le territoire garde la marque de cette organisation.



Contrairement au réseau ferré, le réseau routier est assez dense ; quant aux ports et voies navigables, ces 20 dernières années on constate un effort de construction dans le nord est du pays en vue de faciliter les exportations. Dans cette région on compte donc de nombreux ports très modernes.

Le réseau aérien est complètement centré sur Buenos Aires et bien que cela soit en train de changer, il est actuellement presque impossible de joindre deux destinations sans faire escale à Buenos Aires. Enfin, des réseaux de gazoducs permettent l'approvisionnement des grands centres de consommation.

A propos de l'économie du pays, en 2009, le PIB est de 183.000.000 US\$ et le taux de chômage est de 8,1%. L'agriculture, qui représente 9,4% du PBG et 40% des exportations, produit principalement du soja, des oléagineux, du blé, du maïs et de la viande. L'Argentine est le 1^{er} producteur et exportateur mondial d'huile de tournesol, le 1^{er} producteur et 3^{ème} exportateur d'huile de soja, le 2^{ème} exportateur de maïs, le 3^{ème} producteur de soja,...

L'industrie représente 35,6% du PBG et les aliments industriels, huiles, machines et équipement, textiles, ainsi que les produits pétrochimiques en sont les principales productions.

Les exportations en 2010 représentent 80 000 millions de dollars et sont principalement destinées au Brésil (16%), Chili (12%), États-Unis (11%), et Espagne (5%). Les importations représentent 40 000 millions de dollars et proviennent du Brésil (34%), des États-Unis (16%), d'Allemagne (6%), et de Chine (5%).

Actuellement, malgré la présence de quelques autres centres autour, la région la plus développée est de loin celle de la Pampa et le cœur industriel de l'Argentine se trouve entre Cordoba et Buenos Aires.

III. Structure et dynamique de l'agriculture et du monde rural

En premier lieu on note une très grande inégalité dans la répartition des surfaces agricoles. Ainsi moins de 2% des producteurs possèdent 50% de la superficie des terres cultivées, et 60% des producteurs se partagent moins de 5% des terres cultivées. Dans les régions du NOA et du NEA environ 75% des exploitations ont une superficie inférieure à 100 ha, 86,1% pour Cuyo, 47,5% pour la Patagonie et seulement 37,7% pour la Pampa.

A l'inverse, si en Patagonie 39,6% des exploitations ont une superficie supérieure à 1000 ha, cela n'est le cas que d'environ 6% des exploitations du NOA et du NEA, de 4,6% dans la région de Cuyo et de 11,1% dans la Pampa.

Les types de production diffèrent suivant les régions : en Patagonie, 40% des terres cultivées sont irriguées, 25% dans la région de Cuyo, et seulement 6,4% au NEA ou 2,6% dans la Pampa. On trouve du soja au NEA, au NOA et dans la Pampa, les fruits sont cultivés dans toutes les régions sauf dans la Pampa où la production de fourrage est assez importante de même qu'en Patagonie qui est la seule région possédant d'importantes plantations forestières. Dans la région de Cuyo on cultive des fruits et l'on exporte notamment du vin, mais les terres sont aussi destinées aux pâturages.

Ainsi c'est au NOA et au NEA que l'on trouve la plus grande proportion de petites exploitations et c'est en Patagonie qu'il y a la plus grande proportion de grandes exploitations.

L'étude de quelques images satellites permet de montrer la diversité des situations agricoles existantes en Argentine. On voit par exemple le long du Rio Negro, entre Neuquen et General Roca la mise en place de systèmes d'irrigation le long du fleuve qui permettent le développement des cultures alors que non loin, sur les plateaux à peine plus éloignés ou simplement sur l'autre rive qui ne sont pas irrigués, il n'y a aucune forme de culture de la terre. Le cas d'Allen montre à l'inverse l'avancement d'une ville sur les terres irriguées. Au nord de Bahia Blanca, dans le village de Pigue on observe de petites productions ayant des organisations à l'américaine avec des parcelles d'une surface minimum de 50 ha et dont la surface minimale de l'exploitation est de 150 ha. A Chaco (26°21 S, 61°20 O) on trouve un exemple de déforestation pour créer des parcelles cultivables.

En définitive, chaque région a ses caractéristiques et ses spécificités. Durant les 30 dernières années s'est opérée une réorganisation de tout le système productif argentin. Parallèlement à la consolidation des grandes exploitations, les petits et moyens producteurs se consacrent récemment aux produits certifiés par une dénomination d'origine, d'où une plus grande diversité dans la structure agricole actuelle qu'il y a 30 ans.

IV. Evolution politiques et économiques concernant l'agriculture

Si l'on observe dans les détails les tendances des 30 dernières années on peut distinguer 3 phases. D'abord une période de forte inflation jusqu'aux années 90 à l'origine d'une structure socio-productive stable. Peu d'investisseurs externes intervenaient car la rente financière était plus élevée à la campagne. La terre était alors utilisée comme refuge de capital.

Dans la décennie 90 l'inflation est nulle, donc sans rétentions, et le marché est libre. Un changement technologique significatif se fait, permettant une modernisation de l'agriculture. Avec la dévaluation du peso l'agriculture argentine perd de sa compétitivité. Les agriculteurs doivent produire plus pour maintenir leur niveau économique, donc s'agrandir, d'où le processus de concentration. Les petits agriculteurs qui n'ont pas la capacité de s'agrandir partent, les autres s'agrandissent et développent leur production. Les plus petits disparaissent alors, alors que globalement les moyens et grands se consolident, d'autant que ceux qui ont pu survivre se sont retrouvés en capacité d'investir dans du matériel étranger très facilement suite à la dévaluation du peso.

Après la crise de 2001, les prix des produits sont exprimés en dollars, mais les denrées et la main d'œuvre en pesos. Les marchandises sont en hausse, on assiste à un réel essor du secteur agricole et à l'apparition de nouvelles rétentions.

L'intensification et l'expansion agricole correspondent à la mise en place de l'agrobusiness. La région qui change le plus est la Pampa, en conséquence directe de sa capacité à réagir au marché international. Le titre de la terre y est simple et donc facilite la vente et l'achat de la terre. Ailleurs les titres de la terre ne sont pas formels, donc on assiste notamment à des arrangements informels qui ne rentrent pas dans la comptabilisation nationale, et surtout la réaction au marché international est moins grande.

S'il y a augmentation de la surface agricole, le nombre d'exploitants pourtant décroît. Entre 1988 et 2002, toutes les régions perdent des exploitants agricoles : - 29% dans la Pampa, - 21% à Cuyo, - 18% dans le NEA, - 6% dans le NOA, et - 17% en Patagonie. On assiste en fait à une augmentation de l'échelle de production.

Cette augmentation de l'échelle de production et de la production elle-même se font au détriment de la population rurale. Globalement toutes les régions voient leur population rurale diminuer, les plus importants exodes ruraux se produisent dans la Pampa, région la plus technicisée, et dans le NEA, région la plus pauvre.

Les cultures augmentent considérablement depuis 2003 alors que les troupeaux, eux, diminuent parce que les terres sont de plus en plus utilisées pour les cultures.

Un processus de diversification très important en lien avec les investisseurs nationaux et étrangers se met en place : vin, olives, citrons, viandes spéciales (autruche, guanaco, crocodile, etc.), fruits (pommes, poires, fruits rouges, etc.), et tourisme rural prennent de l'importance et particulièrement avec la spécialisation des produits régionaux.

On observe une expansion de la frontière agricole dans nord du pays avec le boom du soja. La libéralisation attire les investisseurs dans le monde rural, d'où l'avancée des terres cultivées, leur valorisation, et indirectement le recul de la forêt.

On peut voir par images satellite, un exemple de déforestation dans le nord du pays vers Salta, où une parcelle a été déboisée pour permettre une production soja sur une surface de 13 km sur 15 km. Dans ce cas là c'est un producteur qui, ayant fait appel à des investissements privés (« fidelcomisos »), se trouve en capacité d'investir. Ce nouveau modèle, qui fait intervenir un nouveau type d'acteur, est de plus en plus représenté au

détriment des petits producteurs agricoles nomades qui vivaient en forêt avant la déforestation, petits paysans qui vont alors s'installer aux alentours des grandes villes.

Tous ces processus de changement se produisent dans le contexte de réduction des dépenses publiques et de désengagement de l'Etat dans le secteur rural. Ce phénomène s'observe d'ailleurs dans toute l'Amérique Latine (sauf au Mexique).

L'Etat compte sur le processus de forte technification et le développement des exportations pour soutenir les politiques publiques. En effet, le secteur agricole est l'un des plus touchés par l'augmentation des impôts.

Dans ce contexte, la problématique environnementale ne se pose pas réellement, il s'agit avant tout de continuer à faire marcher l'économie, quelles que soient les conséquences.

Finalement, les processus en cours aboutissent à la formation d'un monde rural argentin divisé, de plus en plus contrôlé par les investisseurs, ce qui entraîne une dévaluation des espaces ruraux comme lieux de vie, mais une réévaluation en tant que lieu de production. Cela entraîne un processus de délocalisation de la rente selon lequel l'argent produit ne reste pas dans territoire rural puisque celui-ci n'est plus ni attractif, ni dynamique.

Conséquence au niveau urbain, les immigrés issus de l'exode rural ne vont plus à Buenos Aires, mais dans les petits et moyens villages de la région. Cependant on retrouve ici les problèmes de forte croissance démographique en zone urbaine puisqu'aucune ville n'a les capacités de produire l'emploi ou les infrastructures nécessaires pour les nouveaux arrivants. D'où la croissance des problèmes sociaux, notamment.

Se pose alors la question des potentiels acteurs capables d'agir sur le développement de l'espace rural et l'on pense au secteur public, mais il semble qu'en réalité il n'ait pas la capacité structurelle d'agir, et dans les faits il n'est actuellement pas possible de faire face à la force du privé. Cependant, la volonté d'agir constitue un préalable à toute action, et en son absence toute annonce d'intention est vaine.

*Compte rendu établi par Léa VOEGELI,
tutrice du Département de Géographie, Aménagement et Environnement.*